

« L'État veut se dédouaner de ses responsabilités pénales »

« **La préfecture et la directrice académique devraient dire : nous, on ne met pas en place ce plan car il n'est pas réalisable. Parce qu'au final, tout retombe sur les chefs d'établissements, les parents d'élèves et les élus locaux. Qui doivent prendre des décisions, s'organiser.** » Laurent Charles, de la FSU de l'Orne, ne décolère pas depuis qu'il a découvert le « protocole sanitaire pour la réouverture des écoles maternelles et primaires ».

« C'est scandaleux, nous sommes outrés ! »

« **Il nous apparaît très clairement qu'il est inadapté car inapplicable tant par les collectivités que par les établissements et les enseignants. La responsabilité de chacun : collectivités, chefs d'établissements et enseignants, pourrait être engagée en cas de réouverture des établissements scolaires si ces mesures ne sont pas mises en place. Or, elles ne peuvent être intégralement mises en place** », estime Laurent Charles.

Selon le syndicat, « **l'État a une grosse peur des responsabilités pénales et il veut s'en dédouaner** ».

Enseignant en petite section, il s'interroge : « **Comment faire respecter les gestes barrière à cet âge-là ? Si un enfant attrape le Covid-19 et que les parents portent plainte. Ce sont l'enseignant et le maire qui seront responsables, car nous n'aurons pas fait respecter les gestes barrière. Mais c'est impossible ! C'est scandaleux, nous sommes outrés !** »

En même temps, il poursuit sa réflexion : « **Enfin, quel recours auront les parents en cas de contamination s'ils ont choisi de renvoyer leur enfant à l'école... ?** » Ceux-ci doivent en effet répondre avant ce samedi pour dire si oui ou non ils remettent leurs enfants à l'école le 12 mai. L'enseignant, comme ses collègues, « **a envie de reprendre les cours, de revoir ses élèves et la réciproque est vraie. Mais il est évident que les conditions ne peuvent être réunies pour cela** ». Au niveau national, le syndicat travaille donc sur plusieurs pistes : droit de retrait, préavis de grève...



Comment faire respecter les gestes barrières et mesures d'hygiène aux plus jeunes : impossible selon la FSU. Archives Ouest-France